

Le Parisien le 12/06/2010

Polynésie française : les avions cloués au sol par la grève

Plus de 2 300 passagers n'ont pas pu embarquer à l'aéroport de Papeete, depuis le début de la grève générale jeudi matin en Polynésie française. Air France a annulé quatre vols prévus entre vendredi et dimanche. La compagnie locale Air Tahiti Nui a également annulé deux vols samedi. Six vols avaient déjà été annulés jeudi.

Les pompiers de l'aéroport ne répondent pas aux ordres de réquisitions de l'Etat, et aucun gros porteur ne peut décoller ou atterrir.

La grève générale, peu suivie dans l'ensemble, s'est durcie à Papeete. Plusieurs zones stratégiques ont été bloquées : la Caisse de Prévoyance sociale (Sécurité sociale locale), l'Office polynésien de l'Habitat, l'Institut d'Emission d'Outre-mer, le Trésor public, et le chantier du nouvel hôpital du Taaone. Un barrage filtre les entrées vers la zone industrielle de Motu Uta, où sont entreposées les réserves de carburant.

Toute activité a cessé dans la zone de débarquement des containers, coupant les îles polynésiennes des approvisionnements extérieurs. « Si la grève se poursuit, nous n'aurons plus de produits en provenance de l'étranger, et les droits et taxes qui alimentent les caisses du pays viendront à manquer. Une journée en douanes représente 180 millions de francs Pacifique (1,5 millions d'euros)», a déclaré Edgar Sommers, secrétaire général du Syndicat des Agents des Douanes et membre du «Collectif pour la Paix» qui mène la grève.

Les revendications des grévistes s'adressent à la fois à l'Etat et au gouvernement de la Polynésie française, qui se partagent les compétences dans cette collectivité d'outre-mer. Les syndicats demandent au gouvernement local d'arrêter les licenciements massifs, de pérenniser le système de protection sociale, de lutter contre la vie chère et d'assurer le système de retraite. Ils demandent à l'Etat de maintenir le niveau de retraite des fonctionnaires, et de rembourser à la Caisse de Prévoyance sociale toutes les dépenses liées aux maladies des vétérans du nucléaire. La crise mondiale a aggravé la crise économique et politique propre à la Polynésie. Neuf mille emplois ont été détruits dans cette collectivité d'outre-mer de 260 000 habitants, où il n'existe pas de caisse de chômage.